

## Introduction

*Par Georg Kreis/Gerd Krumeich/Henri Ménudier/Hans Mommsen/Arnold Sywottek (†)*

La période du régime national-socialiste ne cesse de nous préoccuper. Bien qu'il y ait eu des modifications portant sur l'intensité ou encore la teneur des discussions, il semble que celles-ci n'auront jamais de fin. Dans les années 90, les débats gagnèrent en qualité puisqu'ils thématifèrent de façon intensive et durable l'exploitation des victimes du national-socialisme par les entreprises industrielles, les banques ainsi que les assurances et permirent ainsi l'ouverture des archives correspondantes<sup>1</sup>. De ces recherches, ayant trait à des aspects jusque-là sciemment délaissés de l'histoire contemporaine allemande et européenne, naquirent de nouvelles interrogations portant sur le comportement d'autres groupes de personnes et associations de cette période. Les interrogations portèrent ainsi notamment sur la participation des historiens à la préparation et à la légitimation de la politique de destruction et d'anéantissement du « Troisième Reich » ainsi que sur le rôle des institutions culturelles lors de la mise en place, de la consolidation et de l'extension du pouvoir national-socialiste<sup>2</sup>.

La critique faite en 1996, dans le cadre d'une campagne organisée, à l'engagement politico-culturel d'Alfred Toepfer s'inscrit dans ce contexte. Certes, cette critique n'est pas directement liée à l'intérêt renouvelé pour la période du pouvoir national-socialiste, toutefois son large écho, ainsi que la disposition de la Fondation Alfred Toepfer F. V. S. à se pencher sur les critiques, peut s'expliquer par la sensibilité accrue et généralisée concernant les « révélations historiques » sur les événements antérieurs à 1945.

Un résumé des critiques se trouve dans le recueil « Ombres et lumières sur les fondations Toepfer »<sup>3</sup>. La critique principale tient à la relation étroite qu'Alfred Toepfer entretenait avec le « Troisième Reich ». Toepfer est en effet accusé par ses détracteurs d'avoir non seulement supporté le régime national-socialiste matériellement et idéologiquement mais d'avoir également servi avec zèle les intérêts des nationaux-socialistes en se spécialisant dans des activités liées à la politique patriotique exacerbée du *Deutschtum* et d'avoir été un complice actif et convaincu des agissements criminels du régime<sup>4</sup>. Concernant l'affinité idéologique, les preuves avancées sont notamment l'attribution de prix à des institutions supportant le régime, la nomination de membres du régime de haut rang au comité d'attribution des prix, leur rémunération comme laudateurs ou encore la mise à disposition de bâtiments de la fondation pour des manifestations nationales-socialistes. En ce qui concerne l'Alsace, Toepfer est même accusé d'avoir fourni une aide politico-militaire. Toepfer aurait incité les alsaciens évacués vers la France intérieure à revenir en Alsace avec comme conséquence, leur enrôlement dans la Wehrmacht ; il aurait de plus recruté des alsaciens comme agents pour les services de renseignement.

En outre, Toepfer est accusé de ce qui suit :

- Il ne se serait pas déclaré ouvertement en faveur du régime national-socialiste mais l'aurait supporté secrètement. Pourtant, l'« incitation ouverte à la rébellion »<sup>5</sup>, le double rôle de Toepfer et le fait qu'il désirait rester dans l'ombre pour des raisons commerciales sont également évoqués. Sur ce point, Toepfer est même critiqué pour sa non-appartenance au NSDAP.
- Il aurait été un entrepreneur aux méthodes commerciales malhonnêtes. Homme d'affaire ambitieux, les opérations illégales ne l'auraient pas rebuté. Il aurait mis ses compétences commerciales au service du régime national-socialiste en participant notamment au pillage de la France. Il aurait profité de la guerre pour son enrichissement personnel, que ce soit en Pologne, en Tchécoslovaquie ou ailleurs.
- Après 1945, il n'aurait nullement procédé à un examen critique de ses activités et de celles de sa fondation. Il aurait au contraire atténué leur gravité et aurait oublié sa participation à des entreprises criminelles<sup>6</sup>. Il serait même allé plus loin en se présentant comme un homme de la résistance.
- Il aurait été incompréhensif et impénitent. Il n'aurait nullement pris ses distances à l'égard du passé national-socialiste et aurait continué à perpétuer certaines valeurs. Les preuves avancées concernant une continuité de son action depuis la période nationale-socialiste<sup>7</sup> sont notamment le maintien de nationaux-socialistes dans les conseils de sa fondation, l'attribution de prix à des personnes proches du national-socialisme et le soutien continu au séparatisme en Alsace comme à l'agitation de la population germanophone. Ces derniers agissements, même s'ils étaient dans l'esprit du temps, n'en seraient pas moins irresponsables puisqu'ils menèrent à des affrontements<sup>8</sup>.

Ces critiques ont été reprises depuis 1996 sous une forme condensée et simpliste. Au parlement du canton de Bâle-Ville, le 12 avril 1999, Alfred Toepfer fut même affublé du titre de « criminel national-socialiste ». Il fut également soutenu que la Fondation F.V.S. aurait financé au moyen de ses prix la politique culturelle étrangère du « Troisième Reich »<sup>9</sup>. Ces interprétations reprirent souvent mot pour mot les affirmations faites par Michael Fahlbusch dans son étude récemment publiée sur les *Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften* (groupes de recherche sur les peuples germaniques – VFG), intitulée « La contribution scientifique à l’holocauste »<sup>10</sup>. Toutefois, ces accusations avancées de manière réductrice et provocatrice dans la conclusion de son ouvrage, ne trouvent pas de confirmation dans le portrait de l’idéologie cynique de la *Volkstumforschung* (recherche sur l’identité populaire) académique et sa connexion avec les instances étatiques du Reich<sup>11</sup>. Ces critiques sont en revanche pertinentes pour le jugement d’Alfred Toepfer, dans la mesure où plusieurs membres du VFG étaient des représentants ou curateurs de sa Fondation Johann Wolfgang Goethe de Fribourg-en-Brisgau. Si l’on en croit Michael Fahlbusch, la Fondation F.V.S. aurait contribué à « l’esthétisation de la culture NS »<sup>12</sup>. Afin de comprendre, confirmer ou réfuter ces allégations, il serait nécessaire de traiter un grand nombre d’interrogations fondamentales concernant à la fois les présupposés des critiques et le contexte sur lequel se basent leurs polémiques. Il serait notamment nécessaire de définir clairement ce qu’est un « criminel nazi », à partir de quel moment il est possible de parler de « soutien » au sens fonctionnel ou encore définir de manière moins équivoque ce que l’on entend par l’« assistance » à un régime indubitablement criminel. Il faudrait de plus procéder à un récapitulatif du mode de fonctionnement de ce régime et enfin définir l’aune à laquelle le comportement des armées de ce régime peut être mesuré. Tout cela ne saurait toutefois être l’objet de cette prise de position.

La commission d’historiens indépendante mise en place par la Fondation Alfred Toepfer F.V.S. s’est dans un premier temps efforcée de dresser un tableau exhaustif d’Alfred Toepfer et de ses fondations à l’aide de l’ensemble des sources disponibles et de replacer celui-ci dans son contexte historique. Une attention particulière a été portée à la relation que Toepfer entretenait avec l’idéologie nationale-socialiste et les représentants du pouvoir dès 1933 ainsi qu’aux éléments d’information concernant son attitude face à la politique allemande à l’égard des Juifs et à l’holocauste. Le problème de l’enrichissement personnel d’Alfred Toepfer comme celui de son entreprise commerciale a également été analysé sous différents angles. Pour finir, la commission s’est penchée sur l’histoire des fondations d’Alfred Toepfer, des motifs qui ont poussé leur fondateur à dédier une partie de sa fortune à des activités à but non lucratif jusqu’au mode de fonctionnement des fondations. La commission a non seulement analysé les objectifs personnels que Toepfer poursuivait avec ses fondations et les idées sur lesquelles elles se basaient, mais elle concentra particulièrement son attention sur ses agissements après 1945, en particulier dans le cas de l’engagement pour l’Alsace. Au final, le tableau suivant d’Alfred Toepfer et de ses fondations peut être dressé<sup>13</sup> : Alfred Toepfer n’était ni un promoteur du national-socialisme avant 1933, ni un adhérent enthousiaste du régime national-socialiste les douze années suivantes. Il n’a jamais ressenti le besoin de devenir membre du NSDAP ni d’une organisation affiliée. Il n’a jamais partagé ni les objectifs principaux ni les motifs des dirigeants nationaux-socialistes ; il était loin d’être raciste ou antisémite. On ne peut non plus lui imputer d’avoir appuyé la politique du Reich à l’égard des Juifs ou encore de porter une responsabilité individuelle quant à l’holocauste ; Alfred Toepfer ne doit pas son enrichissement à l’« aryanisation » des biens juifs spoliés. Ceci explique pourquoi la procédure de « dénazification » tenue à son égard conclura par « non coupable ». Après deux années d’internement, jalonnées de nombreux interrogatoires intensifs menés par les services de renseignement français et britanniques, il fut libéré. Alors même qu’il fut officier de réserve de l’armée allemande, tout d’abord au service de renseignement et ensuite au sein d’un détachement spécial pour l’économie de guerre, aucune charge ne fut retenue contre lui par les forces alliées. Ce fait ne peut aujourd’hui être ignoré, d’autant qu’il permet de saisir l’échelle de jugement d’alors. L’examen renouvelé de la vie et de l’œuvre d’Alfred Toepfer sur la base de nouvelles sources aujourd’hui accessibles ne permet pas de critiquer les jugements contemporains.

En revanche, Alfred Toepfer n’a jamais combattu la dictature nationale-socialiste. Il a montré aussi peu de sympathie à l’égard des marginalisés du régime et des persécutés qu’à l’égard des cercles de la résistance contre Hitler. Les discussions qu’il eut en 1943 à Paris avec Ernst Jünger, dont il faisait souvent état et qui stimulèrent la rédaction de l’ouvrage « Der Friede » (La paix)<sup>14</sup>, n’eurent lieu qu’après le tournant de la Seconde Guerre mondiale et semblent trouver leur source dans une inquiétude lucide quant à la situation après la fin des combats, prévisible d’ailleurs pour de nombreux contemporains, et non dans la mobilisation d’une quelconque action de résistance.

Le fait que les autorités d’occupation britanniques rendirent à Alfred Toepfer en 1948 les actifs de ses fondations qui avaient été confisqués lors de son emprisonnement en 1945, démontre que les activités de ses fondations ne présentaient nullement aux yeux des forces alliées un caractère belliciste et encore moins celui d’un instrument raffiné destiné à soutenir les objectifs de la politique belliqueuse allemande. Toutefois, Alfred Toepfer, comme

cela est à maintes reprises documenté dans ce tome, a toujours insisté sur la motivation et la direction politique des activités de ses fondations, que ce soit avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'en 1945, toutes les attributions de prix, qui représentaient les actions les plus importantes des fondations, étaient non seulement connues mais aussi approuvées par les instances supérieures du Reich. Il en fut de même de 1938 à 1942, lorsque les fondations étaient placées sous la responsabilité officielle, mais sans pour autant être exercée, d'un dirigeant SS de haut rang. Si les instances de direction du Reich ne s'accordaient pas toujours sur une politique concrète, nous pouvons considérer que les fondations d'Alfred Toepfer ne poursuivaient pas d'objectifs contraires à la politique du Reich. Les manifestations officielles, si elles ne présentaient pas la forme d'une symbiose entre la fondation privée et les représentants du régime, offraient tout au moins une image harmonieuse. Le ministère de la propagande du Reich, qui revendiquait depuis 1938 le contrôle de la politique culturelle (étrangère), considérait à partir de 1942 les attributions de prix régionaux des fondations d'Alfred Toepfer comme « importantes pour le Reich » et donc comme une institution de premier rang<sup>15</sup>.

Les actifs privés d'Alfred Toepfer et de son épouse ainsi que l'entreprise d'import-export Alfred C. Toepfer constituée en société en commandite, placés sous administration tutélaire par les autorités britanniques en 1945, lui furent également restitués en 1948. Les activités commerciales de Toepfer avant et après la guerre ne furent donc pas non plus considérées par les forces alliées comme étant problématiques. Wilhelm Hochgrassl, associé responsable personnellement depuis 1937, fut entre temps promu au poste de représentant dirigeant du commerce de céréales dans la zone occupée britannique ; un signe de la bonne réputation de l'entreprise Alfred C. Toepfer (ACT), qui n'avait pas encore entamé son l'ascension d'une entreprise de taille moyenne à celle d'un conglomérat opérant à l'échelle internationale. L'orientation du commerce extérieur allemand vers l'est et le sud-ouest de l'Europe, qu'Alfred Toepfer avait prédit suite à la crise économique mondiale de 1933 et qui semblait s'être initialement confirmée pour l'entreprise avant et durant la guerre, ne s'était pas avérée fondée.

Ce faisant, le fait qu'ACT ait créé une filiale à Posen (Warthegau) en 1940 après la réintégration de la ville au Reich ainsi que des succursales à Cracovie et à Lemberg (gouvernement général) en 1942 et qu'ACT Posen ait contribué notablement aux bénéfices de l'entreprise, n'était après 1945 pas un secret. Toutefois, ACT n'a profité de cette situation que dans les limites tracées par les instances d'État et autres instances du Reich. En effet, tous les déplacements de marchandises, tout au moins au-delà des frontières, étaient soumis aux conditions de l'économie de guerre et nécessitaient des commissions ou des autorisations de l'État. Il n'existait que peu de place pour une exploitation incontrôlée par les entreprises allemandes des territoires occupés ou annexés. Pour autant que l'on sache, c'est surtout grâce à sa compétence logistique que l'entreprise ACT s'assura la bienveillance des organismes correspondants du Reich.

Dès lors, ce sont essentiellement les activités de fondateur d'Alfred Toepfer durant le « Troisième Reich » qui nécessitent une explication. La lumière doit être faite sur les motifs, les objectifs et la forme de ces activités. Au terme des études présentées ici, et qui ne peuvent remplacer aucune biographie, le fondateur ne saurait être séparé de l'entrepreneur. De même, les circonstances familiales ne restèrent pas sans effet sur son travail de fondateur. L'attitude d'Alfred Toepfer durant le « Troisième Reich » s'explique par un itinéraire antérieur davantage caractérisé par des dispositions et impulsions intérieures que par une liaison durable à des organisations politiques ou par son ancrage dans certains milieux ; même si ses sympathies pour les cercles radicaux-nationalistes bourgeois sont évidentes. Il n'en reste pas moins que des codes de conduite comme des maximes idéologiques et politiques guidaient ses actions. Il mentionne ce dernier point dans ses mémoires et il n'y a aucune raison de ne pas en tenir compte.

Les bulletins scolaires, tout comme le cours postérieur de la formation de Toepfer, attestent de son intelligence précoce et de son ambition. Zèle et discipline devaient déjà à ce moment être des traits de caractère prononcés. Il effectua un apprentissage commercial brillant bien qu'il ait suivi sur ce point la volonté paternelle au détriment de ses propres aspirations professionnelles. Son enfance fut accompagnée par l'élévation sociale de ses parents issus d'un milieu modeste mais possédant néanmoins un bagage culture bourgeois (son père est issu d'une famille de pasteurs protestants). Son appartenance à un groupe de *Wandervogel*, qui selon ses propres dires l'influença profondément, peut également être considérée comme un signe de cette élévation. En effet, le *Wandervogel* de 1912, tout au moins en dehors de Berlin, n'était plus une branche du mouvement de jeunesse protestant contre la rigidité de la vie bourgeoise. Au contraire, il était devenu lui-même une institution de socialisation bourgeoise établie et destinée à accueillir avant tout la jeunesse de la « nouvelle classe moyenne ». Comme l'écrit Toepfer dans ses mémoires, il avait déjà tenté, avant même qu'il ne soit « invité » à rejoindre le groupe, de cultiver l'esprit qui y était professé avec insistance, à savoir un rapport étroit à la nature et la simplicité de la création personnelle. À la suite de ses vacances passées dans sa famille maternelle en Basse-Saxe, les voyages qu'il fit avec d'autres *Wandervögel*, en 1913 de Saxe en Bohême et en 1914 à travers l'Alsace, furent les points culminants d'une jeunesse, qui si elle était riche en travail et en apprentissage, était sinon relativement pauvre en événements. Les soirées partagées avec les autres *Wandervögel* (*Nestabende*), composées de lectures communes et d'échanges sur des questions du temps (*Zeitfragen*), furent manifestement pour lui un

enrichissement. Il reste toutefois incertain si Toepfer avait déjà eu connaissance à ce moment de l'ouvrage de Julius Langbehn « Rembrandt als Erzieher » publié en 1890 et qu'il présentera plus tard comme ayant eu une influence majeure sur ses opinions<sup>16</sup>.

Le *Freideutsche Jugendtag*, rassemblement organisée par plusieurs mouvements de jeunesse, qui se déroula sur le massif du Hohe Meissner en octobre 1913, lui laissa manifestement une impression durable. Une partie du mouvement de jeunesse, dont les dirigeants avançaient en âge, prit des positions politiques en se déclarant pour un « véritable esprit allemand ». Toepfer reconnut plus tard que les discours tenus sur le Hohe Meissner, spécialement les rétrospectives d'Hans Breuer, devaient diriger le cours de sa vie<sup>17</sup>. Il ne semble pas avoir perçu qu'un tel patriotisme pathétique puisse également renforcer les dispositions à la tolérance d'un nationalisme extrême. Les discours de 1913 lui servirent même après la guerre à légitimer son engagement européen visant à préserver la diversité nationale et régionale. Le patriotisme a sûrement accompagné Alfred Toepfer au front de la Première Guerre mondiale en août 1914, comme il accompagna de nombreux autres jeunes soldats allemands qui s'étaient comme lui engagés volontairement. Toepfer fut rapidement élevé au grade de lieutenant et plus tard à celui de commandant de compagnie. De nombreuses blessures et décorations attestent de son haut degré d'engagement, un caractère qu'il conservera jusqu'à la fin de ses jours. C'est au front, en tant qu'officier, qu'il semble avoir développé son style de direction à la fois patriarcal et amical, qu'il utilisera également plus tard dans la direction de son entreprise. En 1959, Il soulignera encore lors d'une allocution publique la « camaraderie militaire » de son entreprise<sup>18</sup>.

Après la guerre, Alfred Toepfer se mit à disposition du *freiwilliger Landesjägerkorps*. Mandaté par le gouvernement de la république de Weimar, ce corps franc devait protéger l'Assemblée nationale et réprima les insurrections de la gauche radicale en Allemagne centrale. En 1920, il s'établit en tant que négociant dans le domaine des céréales et de l'alimentation pour animaux. Il trouva un associé en la personne de son compagnon de guerre Carl Trautheim (1885-1936), universitaire spécialisé en économie politique qui lui apportât ses connaissances en matière fiscale et financière<sup>19</sup>. Ensemble, ils connurent une réussite fulgurante. En 1922, l'entrepreneur couronné de succès se maria conformément à son rang. Il semble que pendant plusieurs années la famille et l'entreprise jouèrent un rôle central dans la vie du jeune trentenaire.

Entre 1925 et 1927, plusieurs indices indiquent un changement de trajectoire. Il semble que le décès du premier fils de Toepfer à l'âge de deux ans ainsi que la reprise de la direction de l'entreprise fin 1925 l'aient incité à se concentrer plus sur le travail public que sur sa vie familiale et sa vie d'entrepreneur. À partir de 1926, il instaura chez ACT des prestations sociales qui n'existaient pour l'heure que dans de grandes entreprises telles que les usines Zeiss de Jena. En 1928, il écrivit dans des lettres et testaments que l'objectif de sa vie n'était pas l'acquisition d'une fortune familiale. Plus tard, il expliquera qu'il désirait encourager une « nouvelle pensée sociale ». À partir de 1928, son attention se porta sur la culture des allemands des pays frontaliers et des allemands expatriés. Sa première grande donation revint à la construction d'une auberge de jeunesse en Schleswig du Nord, région cédée au Danemark en 1919. Les slogans choisis par Toepfer tout comme les décorations attestent clairement que le financement d'auberges de jeunesse servait un programme politique voué à la révision du traité de Versailles et à la promotion d'une grande Allemagne qui inclurait l'Autriche et l'Alsace. Quant aux motifs qui ont pu décider Alfred Toepfer à agir comme fondateur, des zones d'ombre subsistent. Toepfer apprit l'existence des fondations de Cecil Rhodes en 1925 et considérait ce dernier, tout comme nombre de ses contemporains, comme un exemple<sup>20</sup>. Mais ce n'est que petit à petit que Toepfer découvrit les conditions nécessaires à l'établissement de fondations d'utilité publique bénéficiant d'avantages fiscaux. En 1930, il eut à cet effet recours à un conseil juridique. Il n'est pour l'heure pas possible de savoir avec certitude si les actifs « LMK » ou « Langemarck » déposés depuis le milieu des années vingt sur un compte bancaire à Amsterdam, et qui ont été plus tard considérés comme des actifs destinés aux fondations et crédités à la Fondation Johann Wolfgang Goethe (J.W.G.) de Vaduz/Bâle, avaient vraiment été déposés originellement à cet effet. Il est néanmoins sûr que Toepfer a été confronté à plusieurs obstacles lorsqu'il décida d'investir ses actifs dans des fondations dotées de la capacité juridique : des créances fiscales élevées sur les années passées, un contrôle renforcé depuis 1930 sur les revenus réalisés et déposés à l'étranger et enfin, la démission de son associé Carl Trautwein du poste commanditaire de l'entreprise fin 1930. Une partie des fonds déposés à Amsterdam servirent dès 1928 au financement de la société Ernst W. C. Toepfer, New York. Alfred Toepfer en remittra la direction à son frère. Plus tard, lorsque se posa la question de la disposition des profits, ce dernier ne voulut rien savoir de l'entière dépendance de sa société à l'égard des fondations.

La manœuvre consistant à se séparer du titre de propriétaire du capital acquis sans perdre pour autant le droit de l'en disposer, doit avoir joué un rôle important chez Alfred Toepfer. Quoiqu'il en soit, la coïncidence de la création des fondations et le transfert de la propriété d'ACT au seul Alfred Toepfer est frappante. Il est également frappant que le fondateur ait acquis pour les fondations de grandes fermes et de nombreuses propriétés, d'autant qu'elles ont dû initialement demander plus d'investissement qu'elles n'apportèrent de profit. Toepfer justifia ces acquisitions par la sécurisation du capital des fondations en capital immobilier<sup>21</sup>.

Alfred Toepfer assigna à ses fondations F.V.S. et J.W.G, érigées en 1931, la promotion culturelle de l'esprit allemand au-delà des frontières. Cette promotion devait également permettre une unification pacifique de

l'Europe, qui devait, comme Toepfer ne cessait de le souligner, être fondée sur l'autonomie culturelle des peuples européens. L'idée d'une autonomie culturelle des différents peuples au sein d'une entité politique supérieure semble lui avoir tant tenu à cœur qu'il jugea l'Union soviétique à cet aune. Toepfer visita pour la première fois l'Union Soviétique en 1925. Il voyait, tout au moins jusqu'en 1932, dans sa constitution économique un modèle éventuel pour la future Europe où il considérait le triomphe d'une révolution bâtit sur le modèle russe comme possible. En même temps, Toepfer n'oubliait pas les aspects économiques dans sa promotion des allemands de l'étranger comme le prouvent certaines affirmations publiques : compte tenu de la désagrégation des relations économiques mondiales désuètes, il mit l'accent, en référence à des slogans des associations pour le soutien des Allemands de l'étranger, sur l'importance des Allemands de l'étranger pour une nouvelle orientation du commerce extérieur allemand – ce qui est un calcul étonnant de la part de cet entrepreneur du commerce extérieur que Toepfer était entre-temps devenu.

D'un point de vue politique, Toepfer pensait manifestement s'inspirer pour sa Fondation F.V.S. du modèle des associations pour la promotion de l'esprit allemand à l'étranger puisque des sièges pour leurs représentants étaient prévus au conseil de fondation. Toutefois, il n'y eut jamais qu'une collaboration sporadique si l'on excepte la cession du château Kalkhorst au *Volksbund für das Deutschtum im Ausland* (VDA) en 1935. Cela tenait en partie à la réorganisation de ces associations après 1933. En outre, Toepfer s'intéressait à des régions qui ne figuraient pas au centre de l'engagement des associations. Suivant sur ce point la pensée de Langbehn, Toepfer privilégiait depuis 1928 la bande côtière « basse-allemande germanique » qui s'étend de Gand à Königsberg. La Silésie et la Prusse orientale n'attiraient apparemment que peu son attention, tout comme dans un premier temps l'Alsace ; en revanche, il porta un intérêt grandissant au Burgenland. Il mit ainsi à disposition du NSDAP autrichien le château Kalkhorst comme lieu de formation. Toepfer développera une relation particulière avec le directeur de l'association des associations des Allemands de l'étranger et du parti allemand des Sudètes en Tchécoslovaquie, Konrad Henlein, qui deviendra membre et président des conseils des fondations F.V.S. et J.W.G.

Les activités des fondations n'ont réellement débuté qu'en 1934 et ont été grandement influencées par les professeurs (Gustav) Adolf Rein, recteur de l'université de Hambourg de 1934 à 1938 et Friedrich Metz, recteur de l'université de Fribourg de 1936 à 1938. Rein était pour ainsi dire responsable de l'espace « bas-allemand germanique » et s'occupait du renforcement des relations culturelles germano-anglaises de la Fondation F.V.S. Quant à Metz, qui avait été destitué de son poste de professeur à l'université d'Innsbruck du fait de ses activités pour le NSDAP, il recommanda à Toepfer la promotion de l'espace culturel frontalier alémanique et veilla à ce que les fondations de Toepfer s'ancrent davantage dans les cercles académiques<sup>22</sup>.

Si l'on mesure les activités des fondations à partir de 1935 aux objectifs initiaux de Toepfer, des décalages encore inexplicables apparaissent. Avant qu'il ne se fixe comme objectif la promotion de la culture allemande à l'étranger, Toepfer avait notamment voulu créer une « école populaire » dédiée à la formation d'une élite dirigeante – une idée qui n'était d'ailleurs pas unique dans le contexte des mouvements de jeunesse des années vingt<sup>23</sup>. Durant le « Troisième Reich » il se voua indéniablement à sa nouvelle politique de « retour au Reich ». Il a même été à l'origine d'une initiative pour la reconquête de l'Alsace. En revanche, Toepfer évitait manifestement le problème du « corridor » et en cela la question litigieuse germano-polonaise. Lorsque la crise éclata en 1938/39, son champ d'action était toutefois limité puisqu'une information judiciaire était dirigée contre lui. Mais le retour des allemands baltes, des allemands de Bessarabie en 1939 comme ceux de la Volga en 1941/42 ne semble pas l'avoir intéressé et il n'a visiblement ni suivi, ni soutenu le plan national-socialiste d'une extension territoriale vers l'est<sup>24</sup>.

Afin d'interpréter ces divers engagements, parmi lesquels certains complétaient la politique extérieure du « Troisième Reich », certains ne faisaient que suivre le mouvement et d'autres encore cherchaient à poser leur accent personnel, l'on peut avant tout se référer aux motifs que Toepfer donnât lui-même à cette époque. Il écrivit le 3 avril 1930 à son associé Trautwein : « Je trouverai peut-être bientôt le temps de me consacrer moi-même aux choses politiques »<sup>25</sup>. Deux mois plus tard, des « nouvelles du marché » sont de nouveau publiées par ACT après huit années d'interruption. Toepfer utilisa ces comptes-rendus afin de propager son point de vue sur des questions allant bien au-delà de l'agriculture et du marché agricole auprès de ses clients et partenaires professionnels. Il publia de plus quatre recueils dont un seulement, intitulé « Sur les questions sociales, un essai » (1932), nous est parvenu<sup>26</sup>. En 1933, il se rendit brusquement compte que sous le gouvernement d'Hitler et en particulier à cause de l'office du ravitaillement, le *Reichsnährstand* (RNS) rapidement organisé par Walther Darré, il ne pouvait plus agir comme il le pouvait sous la république méprisée. Et surtout, la réception de son entreprise affectée au RNS le poussa certainement à tempérer son engagement d'autant qu'il s'était auparavant exposé politiquement au nouveau régime en intercédant en 1933, pour des motifs économiques, en faveur de l'élection de Juifs au conseil de l'association des marchands de céréales de la bourse de Hambourg. C'est dans le secteur agricole que l'économie centrale planifiée (Walter Eucken) remplaça le plus rapidement et le plus clairement l'organisation économique libérale. De son propre aveu, Toepfer, qui jusqu'alors louait volontiers l'économie libérale du Kaiser Reich, se soumit à une situation qu'il ne pouvait influencer. À partir de 1949, il

défendra avec véhémence l'importation de céréales des États-Unis aux conditions du marché<sup>27</sup>.

Toepfer tentât d'attirer l'attention du nouveau gouvernement au moyen d'une effusion d'éloges sur la politique et ce, afin d'obtenir une place à la tête de l'engagement pour la « révolution nationale ». Toutefois, ces tentatives n'eurent pas l'effet escompté. Il en fut de même de l'offre faite par Ernst Toepfer d'une donation destinée à l'aviation (*Fliegerspende*) et qui devait contribuer à la mise en place secrète d'une armée de l'air allemande. Alfred Toepfer la fit transmettre au gouvernement en 1933 par le truchement du Gauleiter Karl Kaufmann. Même à Hambourg, où Toepfer n'avait pas encore été admis dans les cercles traditionnels des entrepreneurs, il ne fut en mesure d'établir une connexion avec la nouvelle direction politique. Seul le président du groupe hambourgeois du VDA, le deuxième maire Wilhelm Burchard-Motz, qui avait quitté le DVP pour rallier le NSDAP, représentera la politique hambourgeoise au sein du conseil de fondation jusqu'en 1942. Toepfer occupa certes de 1933 à 1935 la fonction de président du comité de contrôle de l'institution étatique *Hamburger Freihafen- und Lagerhaus AG*, il ne connut cependant à cette position que peu de succès et ne la mentionnera quasiment plus par la suite<sup>28</sup>.

Fin 1936, Ernst Toepfer fut également à l'origine d'une seconde tentative afin de réussir à l'échelle du Reich. Il proposa l'attribution d'un nouveau prix doté d'un million de Reichmarks. Ce prix se présentait comme une alternative allemande au prix Nobel de la paix qui avait été attribué en 1935 au prisonnier de la Gestapo Carl von Ossietzky. Même si Toepfer défendit cette offre auprès du ministère de la propagande, il ne fit toutefois pas preuve d'insistance. Visé par une information judiciaire, il ne manquera en revanche pas de mentionner cet épisode afin de marquer sa loyauté au régime national-socialiste. Durant les négociations relatives à cette offre, qui restèrent finalement sans succès, Alfred Toepfer savait déjà que ses activités d'entrepreneur et de fondateur étaient regardées avec suspicion par les différentes instances du Reich et du parti. Il tentât de réhabiliter son image notamment en invitant l'« adjoint du Führer », Rudolf Hess, à parrainer la Fondation F.V.S. ; ces tentatives restèrent également sans effet. La suspicion dont faisaient preuve les instances nationales-socialistes à son égard ainsi que la querelle avec son frère Ernst au sujet du droit de disposition sur les actifs acquis à New York ont certainement poussé Alfred Toepfer à réorganiser ses actifs. ACT fut transformé au 1<sup>er</sup> janvier 1937 en société en commandite à la direction de laquelle Alfred Toepfer ne prenait pas formellement part. En tant que fondateur de la Fondation F.V.S. qui devint un partenaire limité, il s'assura toutefois en pratique de nombreux droits. En juin 1937, il fut arrêté car on le soupçonnait d'avoir contrevenu à la loi sur les devises. Lors de sa détention provisoire, une information judiciaire fut également ouverte pour trahison en connexion avec le groupe « de résistance » constitué autour d'Ernst Niekisch, qu'il avait soutenu et avec qui il eut de nombreux contacts jusqu'en 1933/34<sup>29</sup>.

La détention préventive d'Alfred Toepfer cessa par la cession de ses « droits de fondateur » à l'*Obergruppenführer-SS* Werner Lorenz en tant que responsable de la *Volksdeutschen Mittelstelle* (VoMi) qui contrôlait désormais le VDA. La « procédure des devises » prendra fin en octobre 1939 mais c'est seulement en 1942 que Toepfer retrouvera l'ensemble de ces droits de fondateur après que Lorenz ait déclaré qu'il ne les avait pas exercés en pratique depuis 1938.

Alfred Toepfer fut ensuite recruté par le service de renseignement de la Wehrmacht, certainement grâce à des contacts personnels. Cela contribua, comme il l'affirmait lui-même, à rétablir son honneur<sup>30</sup>. Sa prise de fonction sur le front de l'Ouest coïncida avec l'apparition d'une nouvelle brochure, intitulée « Westschau 1940 », distribuée anonymement et que ses contemporains lui attribuèrent<sup>31</sup>. Son idée d'une union « basse-allemande germanique » y prenait la forme d'un véritable programme pour la politique allemande après l'annexion possible des Flandres, des Pays-Bas et finalement de la France du Nord. Ses tâches et missions en tant qu'officier de renseignement à Paris, initialement au sein du département « Sabotage et subversion dans les pays ennemis » puis au sein d'une section également consacrée à l'approvisionnement secret de marchandises pour l'Allemagne, requièrent encore des éclaircissements. En effet, nous savons peu de choses sur les effets durables de ses activités qui le mirent en contact avec des collaborateurs et des autonomistes.

Après son service comme officier de renseignement, Toepfer dirigea la société « Stahlberg & Co. OHG », une entreprise commerciale d'État déguisée en société privée et dont le siège social se trouvait à Hambourg (dans l'immeuble ACT) et à Paris. Contrairement au point précédent, ce point est développé en détail dans le présent volume. L'entreprise avait comme tâche d'obtenir des devises pour le Reich au moyen d'exportations à partir de la France occupée. Toepfer effectuera cette tâche avec zèle à partir de l'automne 1943 jusqu'à ce que la direction soit transférée à une unité militaire en mai 1944. La part de Toepfer dans le pillage de la France au travers de la politique d'occupation allemande ne peut toutefois être que très difficilement calculée. Qu'il ait eu connaissance de ce pillage et qu'il le soutenait, contribuant ainsi selon lui à l'économie de guerre allemande, est prouvé. Par contre, il n'existe aucune preuve d'un enrichissement personnel ou d'un avantage quelconque pour l'entreprise ACT. Il n'existe non plus aucune conséquence durable concernant les connexions établies durant l'occupation avec des entreprises, notamment françaises, espagnoles et portugaises, avec lesquelles Toepfer traitait entre 1943 et 1944. Pour ses affaires françaises après 1948/1949, il chercha et trouva de nouveaux partenaires. Quant à l'Espagne et le Portugal, ces deux pays restèrent par la suite en dehors du champ d'action d'ACT. Enfin, la

participation au cercle des grands dirigeants du « cercle européen » au sein du ministère de l'armement, où il était question en mai 1944 d'un « programme européen d'après guerre sous direction allemande », n'a pas non plus apporté un profit vérifiable à Toepfer.

Le service d'Alfred Toepfer comme officier de renseignement et au sein du détachement spécial de l'économie de guerre le mena néanmoins à faire de nombreux voyages et lui permit de récolter de nombreuses informations sur la direction d'ACT. Il intervint même parfois personnellement et participa de manière active aux activités des fondations, particulièrement en ce qui concerne l'attribution des prix. Toepfer n'était ainsi plus seulement le « commerçant hanséatique anonyme » qu'il était dans les années 30 mais avait également parfois son mot à dire en tant que « Capitaine Toepfer ».

Alfred Toepfer ne s'est que rarement exprimé en public sur son attitude durant le « Troisième Reich » et n'a quasiment jamais évoqué ses activités durant la Seconde Guerre mondiale. Le cœur de ses actions était le plus souvent passé sous silence, en particulier en ce qui concerne son engagement pour l'Alsace. Il ne chercha certes pas réellement à cacher ses efforts infructueux visant à trouver un écho auprès de la direction nationale-socialiste du Reich, mais se référait le plus souvent à des situations dont le dénouement lui était favorable. Ainsi, il raconta par exemple en 1947 à ses collaborateurs que le ministre de la propagande du Reich Goebbels s'était refusé à s'entretenir avec lui en 1943 au sujet de son nouveau concept de prix culturels européens au motif que la Gestapo aurait trouvé en 1937 dans la librairie des employés d'ACT un exemplaire du « Capital » de Karl Marx<sup>32</sup>. Concernant les causes et circonstances de sa détention provisoire, il évoquait souvent le cercle de « résistance » qui s'était constitué autour de Niekisch<sup>33</sup>. Le fait que le peintre A. Paul Weber, qui décora sur les vœux de Toepfer les auberges de jeunesse et le château Kalkhorst de symboles du révisionnisme nationaliste allemand, appartenait à ce cercle ne nous est connu seulement depuis les recherches entreprises dans le cadre de la rédaction de ce volume. Toepfer se plaisait également à rappeler avec insistance les efforts répétés des instances du NSDAP afin de prendre possession des fondations<sup>34</sup> mais sans pour autant mentionner la ténacité des autorités douanières et fiscales, qui indépendamment des influences du parti exerçaient leur devoir, de telle sorte qu'après l'intervention des plus hautes instances politiques, la procédure fut seulement annulée et ne se termina pas par un non-lieu.

Concernant les motifs et circonstances de son travail concret de fondateur, Toepfer livra souvent des informations mais en somme ce ne fut que de manière fragmentaire. Il ne mentionna jamais son projet antérieur d'une « école populaire » dédiée au recrutement d'une élite dirigeante<sup>35</sup>. Il n'a évoqué qu'une seule fois ses liens avec le VDA en 1947 et précisa en guise de justification qu'il s'agissait d'une association respectable, à la fois républicaine et démocratique<sup>36</sup>. Le rôle fondamental que joua son confident Hans Friedrich Blunck en tant que président de la chambre des publications du Reich, la *Reichsschrifttumskammer*, lors de l'instauration des premiers prix reste obscur. La donation destinée à l'aviation allemande, les épisodes de l'anti-prix Nobel de la paix, tout comme sa tentative de faire de l'« adjoint du Führer » Rudolf Hess le parrain de ses fondations, n'ont jamais été évoquées. S'il est vrai que sa campagne de séduction était initialement motivée par sa volonté de conserver la disposition de ses fondations, elle succède à une multitude de tentative de prise de contacts avec les cadres du NSDAP, notamment le *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler. D'une manière générale, Toepfer cacha également que les activités de la fondation, tout au moins en ce qui concerne l'attribution des prix durant la guerre, étaient tolérées par le ministère de la propagande, si elles n'étaient pas coordonnées avec ce dernier et entraient dans le cadre de la promotion culturelle considérée comme opportune et dirigée avec subtilité. De telles révélations auraient brisé l'image d'une fondation exceptionnelle, résistante dans l'âme, dont bénéficia la fondation après 1945<sup>37</sup>. Un inventaire critique des lauréats jusqu'en 1945 ne fut dressé qu'à la fin de la vie de Toepfer lorsque la critique politique dirigée contre l'attribution de prix actuels se fit plus forte<sup>38</sup>. Que les lauréats étrangers avant et durant la guerre n'aient pas nourri d'antipathie à l'égard de l'Allemagne tient manifestement à la situation conflictuelle internationale de ce temps.

Cette intégration des fondations de Toepfer dans le régime national-socialiste d'un côté et leurs effets dans la configuration internationale du conflit de l'autre, érigent en problème biographique principal la question suivante : quand Toepfer transforma-t-il son programme culturel axé sur une politique purement nationale, tendanciellement impérialiste en un programme indiscutablement orienté sur la diversité des cultures européennes ? Après le tournant de la guerre, en 1943, ses tentatives manifestes de concentration sur l'Europe en considération de certaines maximes, de même que la volonté d'exclure de l'espace européen les deux puissances qui y étaient étrangères, à savoir l'URSS et les États-Unis, n'étaient pas originales et étaient en adéquation avec une variante de la réflexion publique sur la politique étrangère tolérée par le régime national-socialiste. Toepfer reconnut précocement l'existence d'une niche politique « apolitique » comme voie de l'avenir, voie qu'emprunteront les vaincus comme les vainqueurs après 1945. En revanche, il fut fréquemment rappelé aux responsables de la fondation qui s'étaient occupés de l'attribution des prix, que les prix étaient attribués exclusivement à des Allemands. En particulier, lors des délibérations concernant l'attribution du Prix Goethe hanséatique relatif à la réorientation allemande, prix qui fut attribué dès 1949 à des non-Allemands, le passé

allemand restait en quelque sorte présent<sup>39</sup>. Comme durant la guerre, la question se posait de savoir qui serait prêt à accepter un prix allemand sans soulever dans son pays des réactions anti-allemandes.

Aujourd'hui, il n'est pas seulement agaçant que la fondation ait repris son activité directement après la restitution de son capital sous administration tutélaire en 1945 et ce, sans s'expliquer sur ses activités antérieures<sup>40</sup> ; selon le propre témoignage de Toepfer, des diplomates qu'il connut durant sa rétention l'auraient poussé à continuer ses activités de fondateur et à y inclure la promotion d'une unification européenne pacifique<sup>41</sup>. Il est également frappant que ce changement de cap se fit sans grand changement au sein du personnel des fondations. Certes, Toepfer supprimera dans les statuts internes le passage relatif à la promotion de l'esprit allemand mais il continuera de prendre conseil auprès d'Adolf Rein, son confident depuis les années 30 qui avait été relevé de tous ses honneurs et postes académiques. Jusqu'en 1976, Rein restera actif à des postes décisifs de la Fondation F.V.S. En revanche, en ce qui concerne les prix Goethe de l'université de Hambourg, les représentants du comité d'attribution n'avaient que peu ou pas du tout de lien avec le passé national-socialiste.

Il existait néanmoins dans l'entourage de Toepfer également des personnes si étroitement liés au régime national-socialiste qu'elles furent jugées par les alliés et reconnues coupables dans le cadre de la procédure de dénazification instaurée par l'Allemagne d'après-guerre. Il en était ainsi de Hans-Joachim Riecke, secrétaire d'État au ministère de l'alimentation du Reich et co-responsable de la politique de famine dans les territoires de l'ancienne Pologne de l'Est, de la Lituanie et de la Biélorussie<sup>42</sup>. Toepfer rencontra Riecke pour la première fois en 1950 et lui offrit une place à la direction d'ACT ainsi que plus tard dans les plus hautes instances des fondations.

Toepfer emploiera en même temps que Riecke plusieurs employés dont il avait fait la connaissance alors qu'il travaillait pour le service de renseignement et qui avaient été comme lui placés en rétention, comme il le notera publiquement en 1956, dans le « camp de concentration britannique »<sup>43</sup>. À une occasion, Toepfer mentionnera même leur passé commun d'officiers de renseignement dans le journal de l'entreprise<sup>44</sup>.

De telles remarques montrent que Toepfer se remémorait aussi bien les situations antérieures que ses propres activités politiques. En revanche, il refusait toute analyse autocritique du passé. En tant qu'entrepreneur et fondateur, il s'intéressait avant tout au présent et à l'avenir pour l'organisation desquelles il fallait être capable de composer avec les charges du passé. Lorsque qu'en 1961 Adolf Eichmann fut jugé à Jérusalem, Toepfer écrivit dans le journal d'ACT : « L'alsacien Albert Schweitzer et l'autrichien Adolf Eichmann apparaissent aujourd'hui comme les représentants de notre peuple devant le monde. L'un se voit voué un culte mondial, l'autre est exécré, et cela renvoie d'une certaine manière à notre peuple dans son ensemble. ». L'on dit certes quelques fois que « le traité de Versailles de 1919 [...] était à l'origine des bouleversements que connurent les années 30 et qu'il engendra des monstres de l'enfer comme Adolf Eichmann ». Cet argument, « s'il est vrai, ne doit en aucune façon servir de légitimation à notre histoire mais doit au contraire être considéré comme un avertissement monstrueux pour nos politiciens. Remercions le destin doublement en cette semaine d'humiliation profonde face au monde de nous avoir offert Albert Schweitzer ; il est un fanal lumineux qui nous montre le chemin de l'avenir et qui nous permet de nous redresser »<sup>45</sup>. L'achat du château Klingenthal et sa transformation en lieu de rencontre international, témoignent de la volonté de Toepfer de promouvoir l'exemple donné par Schweitzer grâce aux moyens qu'il avait à disposition.

Ceci pourrait également expliquer son engagement durable pour les alsaciens « malgré nous », qui après l'occupation allemande en 1940 se sont réinstallés en Alsace et ont été recrutés de force dans la Wehrmacht. Ils ne reçurent aucune indemnisation après 1945 et furent souvent discrédités au sein de leur entourage. Il n'est toutefois pas possible de savoir si le fait que Toepfer ait participé alors au retour des alsaciens soit à l'origine de son engagement ; la Seconde Guerre mondiale restait pour Toepfer une chance unique d'unifier l'Europe et anéantie par le régime national-socialiste. Concernant les « malgré nous », son argument principal avait trait à l'injustice qu'eurent à subir ces personnes et qui n'avaient à part lui pas de défenseur renommé.

Qu'il ait utilisé des images historiques familières de l'Alsace afin de soutenir ses demandes d'indemnisation doit trouver sa source dans des considérations d'opportunité ; en tant qu'argument ou motif pour le règlement du problème, l'argument historique tenait sans doute une place secondaire.

Si l'on cherche les motifs purement personnels de l'entreprise d'Alfred Toepfer, on les trouvera dans une volonté de reconnaissance publique. Cette reconnaissance se manifesterait dès la fin des années quarante non seulement dans sa ville natale d'Hambourg, qu'il gratifiera en conséquence de nombreux dons, mais également dans l'ensemble de la RFA et chez de nombreuses personnalités politiques d'Europe de l'Ouest. Dans les années soixante-dix, Toepfer essuiera des critiques publiques de plus en plus nombreuses, venant principalement de France. Il ne verra en elles que les survivances d'un « chauvinisme » que l'on croyait disparu. Cette analyse lapidaire ne lui permettra pas d'identifier ce qui était en réalité l'expression d'une nouvelle forme de culture dotée d'une grande variété de connotations réflexives. Toepfer, désormais octogénaire, et ses conseillers étaient dépassés par le pluralisme du nouveau système de valeur politique qui s'imposait même dans le domaine académique et scientifique. Ceci pointe également un autre problème fondamental dans l'engagement culturel



des fondations Toepfer : le haut degré de continuité personnelle au sein du conseil de fondation, bâti comme à l'accoutumé sur l'estime de Toepfer à l'égard des personnes qui s'engageaient pour sa fondation. Grâce à une telle continuité, le fondateur s'assurait non seulement sa position dominante au sein de la fondation telle que fixée par les statuts mais également le profilage durable des activités de la fondation en accord avec des représentations et des désirs surannés. Que Toepfer ait été en mesure de tirer des leçons ne fait pas de doute si l'on considère sa renonciation au nationalisme extrême des années 30. Pour le reste, ce commerçant couronné de succès et fondateur bienfaisant, ne fut jamais appelé de son vivant à réviser ses opinions – un fait qui doit être pris en considération dans l'évaluation politico-historique de ses actions après son décès.

- <sup>1</sup> Cf. notamment Mommsen, Hans/Grieger, Manfred, *Das Volkswagenwerk und seine Arbeiter im Dritten Reich*, Düsseldorf, 1996 ; Gregor, Neu, *Stern und Hakenkreuz. Daimler-Benz im Dritten Reich*, Berlin, 1997.
- <sup>2</sup> Schulze, Winfried/Oexle, Otto G. (éd.), *Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort-sur-le-Main, 1999 ; Hohls, Rüdiger/Jarusch, Konrad H. (Éd.), *Versäumte Fragen. Deutsche Historiker im Schatten des Nationalsozialismus*, Stuttgart/Munich, 2000.
- <sup>3</sup> *Ombres et lumières sur les fondations Toepfer* (avec les contributions de Pierre Ayicoberry, Georges Bischoff, Lionel Boissou, Philippe Breton, Hans Rüdiger Minow, Leon Strauss, Alfred Wahl), Strasbourg, 1996 (MS).
- <sup>4</sup> Wahl, Alfred, Des alliés actifs des nazis : Les nationaux-allemands. L'environnement politique et idéologique de Toepfer avant-guerre, *in ibid.*, p. 13 et s.
- <sup>5</sup> Boissou, Lionel : Le revers de la médaille. Commentaire critique de la biographie officielle d'Alfred Toepfer, *in ibid.*, p. 7-10, p. 7.
- <sup>6</sup> Wahl : Toepfer (cf. note 4), p. 14.
- <sup>7</sup> Breton, Philippe : Le mécanisme d'influence des réseaux Toepfer : La Stratégie du précédent, *in ibid.*, p. 5.
- <sup>8</sup> Wahl, Alfred : Nul ne pourra invoquer l'ignorance, *in ibid.*, p. 57.
- <sup>9</sup> Interpellation Ueli Mäder du 12 avril 1999. Mäder, privat-docent en sociologie à l'université de Bâle évoqua également le fait qu'Alfred Toepfer reçut en 1973 le titre de docteur honoris causa de l'université de Bâle. Mäder se référerait à une émission de la télévision locale de Bâle en date du 17 mars 1999 qui se basait sur les allégations de Lionel Boissou.
- <sup>10</sup> Fahlbusch, Michael, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik ? Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, Baden-Baden, 1999, p. 788. Cf. sur ce point la discussion collective critique de Peter Schöttlers, Einsatzkommando Wissenschaft, *in Die ZEIT*, 12 août 1999.
- <sup>11</sup> Il est seulement décrit que, suite aux exécutions de masse de la population juive d'Ukraine, des inventaires des déplacements furent effectués et ensuite traités à Berlin. Il est ensuite mentionné avec prudence que ceci fournirait la preuve « que les Volksforscher (chercheurs sur l'identité populaire) furent directement [sic] informés du développement de l'anéantissement de la population juive en Ukraine, même s'ils n'étaient pas eux-mêmes directement impliqués » (p. 609). Dans la conclusion, ceci devient une « participation indirecte à l'holocauste » (p. 795).
- <sup>12</sup> *Ibid.*, p. 121.
- <sup>13</sup> Le texte qui suit se base principalement sur les études rassemblées dans ce volume. De ce fait, il n'y est pour l'ensemble pas fait état du détail des preuves.
- <sup>14</sup> Cet ouvrage a été publié une première fois sous le titre « Der Friede. Ein Wort an die Jugend Europas und an die Jugend der Welt » ; cette première édition fut suivie d'un certain nombre de rééditions en 1948, 1965, 1985 (éd. augmentée par Alfred Toepfer) ; Toepfer intégrera cet écrit à l'appendice de ses mémoires, *Erinnerungen aus meinem Leben 1894 bis 1991*, (impression privée), Hambourg, 1991, pp. 164-178. Sur l'origine et le contexte dans lequel Jünger classa son œuvre, cf. Jünger, Ernst, *Ausgehend vom Brümmerhof*, *in Ideen und Taten. Alfred Toepfer zum 80. Geburtstag*, Hambourg, 1974, pp. 71-88, notamment p. 80 et s.
- <sup>15</sup> Zimmermann, Jan, *Die Kulturpreise der Stiftung F.V.S. von 1935 bis 1945. Darstellung und Dokumentation*. Hambourg 2000, introduction.
- <sup>16</sup> Dans ses mémoires (cf. note 14, p. 14 et s.), Alfred Toepfer ne mentionne pas la lecture de Langbehn durant sa période au sein du *Wandervogel*. Il en fera incidemment état lors d'une interview publiée dans le journal *Die Welt* du 10 juillet 1989 et intitulée « Ich bin kein Weltverbesserer - ich lebe bewußt ».
- <sup>17</sup> Cf. Toepfer, *Erinnerungen (...)* (cf. note 14, p. 14 et s.) ainsi qu'en appendice : Breuer, Hans, Herbstschau 1913 (pp. 159-161) et l'avant-propos de Toepfer sur une publication relative aux mouvements de jeunesse de 1977 (p. 161 et s.).
- <sup>18</sup> Toepfer, Alfred, *Erinnerungen zum 10. November 1959*, *in Alfred C. Toepfer, Hambourg, Hauszeitung*, 8ème année, n° 7, octobre 1959, pp. 119-121, cit. p. 120.
- <sup>19</sup> Carl Friedrich Georg Trautwein, né en 1885 à Hornberg i. Baden, obtiendra son grade de docteur en science politique avec son étude sur Ferdinand Lassalle et ses rapports avec la philosophie sociale de Fichte : « Über Ferdinand Lassalle und sein Verhältnis zur Fichteschen Sozialphilosophie » (Jena 1913). Du 1er septembre 1912 au 30 avril 1914, il sera assistant de recherche à l'institut colonial d'Hambourg et dispensera durant l'été 1913 un cours sur les finances publiques axé principalement sur l'imposition. Du 1er mai 1914 au 31 Juillet 1914, il sera employé par une société de charité, la

*Hamburger Gesellschaft für Wohltätigkeit*. Du 1er mai 1919 au 30 septembre 1920, il travaillera de nouveau pour l'institut colonial et l'université d'Hambourg où il dispensera des cours sur l'économie nationale, les finances publiques, l'argent et le crédit (StA Hamburg, 361-6 Hochschulwesen, Dozenten- und Personalakten, IV 1705, und Dozenten- und Personalakten, II 458 : Akten betr. Die Vorlesungen von Dr. Trautwein).

- <sup>20</sup> Sur les fondations de Cecil Rhodes, cf. Rotberg, Robert L, *The Founder. Cecil Rhodes and the Pursuit of Power*, New York, 1988.
- <sup>21</sup> La thèse selon laquelle l'entreprise Toepfer se serait « assurée une base avantageuse pour son commerce de céréales et d'aliments pour animaux » au plus profond de la crise agricole (cf. Roth, Karl Heinz, Alfred Toepfer, Großkaufmann, Kulturimperialist und Kriegstreiber. Ein Dokument aus dem Jahr 1937, in 1999. *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts*, 14 (1999), vol. 2, pp. 110-129, cit. p. 118) n'est pas prouvée et ne peut l'être.
- <sup>22</sup> Cf. les indications bibliographiques dans l'article « Mitglieder der Leitungsgremien der Stiftung F. V. S. ».
- <sup>23</sup> Sur les discussions entre les dirigeants des mouvements de jeunesse de ces années cf. Gründel, E. Günther, *Die Sendung der jungen Generation*, Munich, 1932.
- <sup>24</sup> Une indication de Roth, Karl Heinz, « Generalplan Ost » - « Gesamtplan Ost ». Forschungsstand, Quellenprobleme, neue Ergebnisse, in Rössler, Mechthild et al. (éd.), *Der « Generalplan Ost »*. *Hauptlinien der nationalsozialistischen Planungs- und Vernichtungspolitik*, Berlin, 1993, pp. 25-117, sur ce point p. 89, note 163, est trompeuse.
- <sup>25</sup> ATArch, VIII, 11 a, Alfred Toepfer an Carl Trautwein, 3 avril 1930.
- <sup>26</sup> Les autres étaient intitulés Chaos - wirtschaftliche Betrachtungen zur Zeit (1931); Krise und Unternehmertum (année de publication inconnue) ; Zur Schuldenfrage (année de publication inconnue).
- <sup>27</sup> Documents in ATArch, VI, 3a.
- <sup>28</sup> ATArch, VIII, 3a, Alfred Toepfer an Staatsanwalt August Jauch (retranscription).
- <sup>29</sup> Zimmermann, Jan, *Die Kulturpreise der Stiftung F.V.S. bis 1945*, mémoire de maîtrise, Hambourg, 1995, p. 80.
- <sup>30</sup> Cf. notamment ATArch, II, 1 a, (déclaration certifiée devant notaire) Alfred Toepfer, Wen es angeht, 10 janvier 1942. Il reçut en septembre 1939 une confirmation écrite de l'avocat général d'Hambourg selon laquelle l'information judiciaire : « n'a fait état d'aucune circonstance qui pourrait être un obstacle à votre service comme officier de la Wehrmacht ».
- <sup>31</sup> Ainsi dans le catalogue de la librairie allemande de Leipzig.
- <sup>32</sup> ATArch, VI, 2j, Fragment des Manuskripts für die Rede Alfred Toepfers am Firmengeburtstag am 10. November 1947.
- <sup>33</sup> Cf. Toepfer, *Erinnerungen (...)*, *op. cit.*, p. 48.
- <sup>34</sup> Cf. notamment les actes sur l'attribution de la médaille d'or Freiherr-vom-Stein à Gustav Adolf Rein et Friedrich Metz in *Preisträger-Treffen 1965*, publié par la Fondation F.V.S. de Hambourg, Hambourg, 1965, p. 13 et s.
- <sup>35</sup> Selon un rapport qui aurait circulé aux États-Unis depuis fin 1948, le plan de création d'une école populaire ou *Volkshochschule* était évoqué (ATArch, VIII, 11a, An Abbreviated Report about Mr. Alfred Toepfer, his commercial enterprises and his foundations, p. 2).
- <sup>36</sup> *Op. cit.*, note 32.
- <sup>37</sup> *Op. cit.*, note 34.
- <sup>38</sup> Cf. notamment Michelides, Christian (éd.), *Memorandum über die Stiftungen des Alfred C. Toepfer und deren Zusammenarbeit mit der Universität Wien*, 3ème éd., Vienne, 1991 (Komitee zur Rettung des Grillparzer-Preises 20).
- <sup>39</sup> Hornfeck, Susanne, *Der Hansische Goethe-Preis 1949-1999*, Hambourg, 1999 (Akzente für Europa).
- <sup>40</sup> En 1951, Alfred Toepfer jugea qu'une présentation de l'histoire de la Fondation F.V.S. comme le suggérait Oscar Toepfer n'était pas appropriée. ATArch, VIII, 9f, Reg. a : Bericht über die Jahressitzung des Stiftungsrates am 6. Dezember 1951 im Gästehaus der Stiftung, 11 décembre 1951. Dans les années soixante, Gabrielle Müllhäusler, une employée de la fondation, dressa un état des prix attribués et des lauréats jusqu'en 1945.
- <sup>41</sup> Alfred Toepfer dans une interview, *Hauszeitung, Sonderausgabe zum 90. Geburtstag von Alfred Toepfer*, 13 juillet 1984, cit. d'après la reproduction in Toepfer, *Erinnerungen (...)*, *op. cit.* note 14, p. 269.
- <sup>42</sup> Pour des informations bibliographiques cf. l'article « Mitglieder der Leitungsgremien der Stiftung F.V.S. ».
- <sup>43</sup> Toepfer, Alfred, Wilhelm Haartje zum Gedächtnis, in *Alfred C. Toepfer, Hamburg, Firmenzeitung*, 5ème année, n° 5, août 1956, p. 78. Comme le note Toepfer, Haartje fut « interné du fait de son appartenance aux milices SS ».
- <sup>44</sup> Toepfer, Alfred, Kurt Haller, in *Alfred C. Toepfer, Hamburg, Hauszeitung*, 9ème année, n° 12, mars 1961, p. 234 et s. Pour autant que l'on sache, le fait qu'Edmund Veessenmayer, qui joua un rôle important dans la déportation des Juifs de Hongrie, soit employé chez ACT (1953-1955), n'était pas lié à sa rencontre avec Alfred Toepfer lors de son service dans les renseignements ou lors de son internement.
- <sup>45</sup> Toepfer, Alfred, *Erinnerungen an Albert Schweitzer*, in *Alfred C. Toepfer, Hamburg, Hauszeitung*, 10ème année, n° 1, avril 1961, p. 3. Eichmann est né à Solingen mais grandit ensuite en Autriche.

